

Comment redynamiser nos centres-villes et nos centres-bourgs ?

Déclaration du groupe CGT

Les centres-bourgs et centres villes jouent un rôle essentiel pour la cohésion de nos territoires notamment ruraux. Promouvoir leur dynamisme relève de l'intérêt général et demande des ruptures avec les politiques publiques marquées par la concentration des moyens et des richesses sur quelques territoires dits d'excellence. Il est nécessaire d'en finir avec la concentration de moyens autour des principales métropoles espérant un ruissellement qui ne vient jamais.

Nous sommes au bout des réformes qui, depuis des décennies, ont promu l'étalement urbain avec maison individuelle et automobile, implantation de centres commerciaux en périphérie, éloignement du domicile du lieu de travail, suppression des services publics et disparition du commerce et de l'artisanat de proximité. Les modifications arbitraires, voire autoritaires, de plans d'urbanisme ou de projets urbains sans concertation avec les populations ne sont plus acceptables.

Il est temps de modifier radicalement la situation actuelle au sein des territoires, de prendre des décisions à tous les niveaux pour réindustrialiser ces territoires tout en assurant la présence et la réhabilitation de services publics de proximité, éléments structurants des lieux de vie, répondant aux besoins fondamentaux des populations et permettant de respecter et d'améliorer le cadre de vie, de préserver les espaces naturels.

Il s'agit de garantir la présence d'écoles, de bureaux de poste, de services de santé et de petite enfance, d'équipements numériques, de lieux de culture, de transports favorisant les réouvertures de petites lignes ferroviaires et de gares.

Cela nécessite des interventions de la puissance publique pour un aménagement du territoire débarrassé du joug du marché et des politiques d'austérité. On ne pourra pas faire l'impasse du réexamen en profondeur des lois Notre et Maptam. Ce n'est pas l'actuel projet de loi 4D qui apportera, par la différenciation, les réponses indispensables pour un développement équilibré répondant aux besoins des populations.

Dans un délai très restreint, l'avis a tenté d'amener des réflexions et préconisations intéressantes mais qui, sur les questions de démocratie locale, d'emploi et de développement économique, manquent d'ambitions. La Cgt a voté l'avis.